



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Appel d'offres ouvert

Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

**MARCHE N : 2569R06AO
SERVICES D'ASSURANCE POUR LES CCI DE LA
REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES, LEURS
ETABLISSEMENTS GERES ET STRUCTURES
ASSOCIEES**

**LOT N° 10
RESPONSABILITE CIVILE PORTUAIRE**

POUVOIR ADJUDICATEUR

CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes

Centrale d'Achats de CCI d'Auvergne-Rhône-Alpes

32 Quai Perrache - CS 10015

69286 LYON CEDEX 02

Site web : www.auvergne-rhone-alpes.cci.fr

Profil acheteur : www.marches-publics.gouv.fr

Cellule régionale de la commande publique : marches@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

Les dispositions contenues dans ce cahier des charges (CCTP) prévalent sur les conditions générales de l'assureur auxquelles elles sont annexées.

Les conditions générales de l'assureur complètent les dispositions non prévues par le cahier des charges. (CCTP)

Les réserves émises par l'assureur et annexées à l'acte d'engagement font partie intégrante du contrat et prévalent sur le cahier des charges (CCTP)

SOMMAIRE

DEFINITIONS 3

DISPOSITIONS COMMUNES AUX GARANTIES 4

OBJET DE LA GARANTIE 5

EXCLUSIONS 5

MONTANT DES GARANTIES 7

FRANCHISES 7

VALIDITE DES GARANTIES 7

DISPOSITIONS PARTICULIERES 9

GARANTIE DEFENSE -RECOURS 11

ANNEXES 11

DEFINITIONS

AUTRUI OU TIERS

Toute personne autre que les préposés et salariés de la collectivité souscriptrice dans l'exercice de leurs fonctions, lorsqu'ils peuvent se prévaloir de la législation sur les accidents du travail ou des dispositions statutaires dont ils bénéficient.

COLLECTIVITE/ ETABLISSEMENT

Personnes morale de droit public, structure administrative à vocation territoriale ou nationale, y compris les administrations d'état, ayant statut d'assuré au titre du présent contrat.

DOMMAGES CORPORELS

Toute atteinte corporelle subie par une personne physique.

DOMMAGES MATERIELS

Toute destruction, détérioration, altération ou disparition d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.

DOMMAGES IMMATERIELS

Tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne, par un bien, meuble ou immeuble, de la perte d'un bénéfice ou d'un revenu et, plus généralement, tout préjudice, pécuniairement estimable, qui n'est ni corporel, ni matériel.

DOMMAGES AUX BIENS CONFIES OU MANUTENTIONNES:

Les dommages causés aux biens mobiliers, à des animaux, confiés ou manutentionnés par la CCI **autres que** :

- *Les espèces, billets de banque, titres et valeurs ;*
- *Les bijoux, les pierres précieuses et perles fines, orfèvrerie et argenterie, objets en matières ou métaux précieux,*
- *Les fourrures et dentelles, les étoffes anciennes ;*
- *S'ils ont une valeur unitaire égale ou supérieure à une fois l'indice FFB, les livres, manuscrits et autographes ;*
- *Les médailles ainsi que les tapisseries ayant une valeur unitaire égale ou supérieure à deux fois et demi-l'indice FFB ;*
- *Les collections ayant une valeur globale ou supérieure à une fois et demi-l'indice FFB ;*
- *Les tableaux, dessins, estampes, gravures, sculptures et autres objets d'art ;*
- *Les lingots en métaux précieux ;*
- *Les biens présentés au cours d'une exposition ouverte au public ;*
- *Les appareils volants et les véhicules à moteur terrestres, maritimes ou fluviaux et leurs remorques, ainsi que le contenu de ces véhicules et appareils.*

FAIT GENERATEUR :

L'acte, l'action, l'inaction, la maladresse, la négligence de l'assuré, le fonctionnement, le non-fonctionnement, le mauvais fonctionnement d'un service géré par la collectivité souscriptrice et, plus généralement, tout fait ou événement à l'origine du sinistre.

LOCAUX OCCASIONNELS D'ACTIVITE

Les locaux mis à la disposition de l'assuré, à titre onéreux ou gratuit, pour une période n'excédant pas 15 jours.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX GARANTIES

Assuré

La Chambre de Commerce et d'Industrie de région AUVERGNE-RHONE-ALPES agissant tant pour son compte que pour celui des chambres de commerce et d'industries Territoriales, leurs établissements gérés et structures associées.

- **CCIR Auvergne-Rhône-Alpes pour les risques de la CCI Locale Beaujolais qui lui est rattachée**
 - Toute personne agissant dans le cadre d'une mission, générale ou ponctuelle, confiée par la Collectivité et notamment : les élus, le personnel détaché, les vacataires, les bénévoles, les candidats à l'embauche, les stagiaires et plus généralement toute personne placée sous l'autorité de la collectivité, y compris les volontaires civils.
 - Le comité social et économique, comité d'établissement ou commission qui en tient lieu (dont fonds social), ainsi que les délégués du personnel ; les œuvres sociales du souscripteur et de ses services.

Activités assurées

- Toutes activités du propriétaire exploitant d'un port fluvial de commerce. Gestion des ports maritimes de commerce, y compris des opérations de chargement et déchargement, et toutes opérations de manutentions ; avec une station d'avitaillement.
 - Le convoyage de marchandises par un réseau ferré sur l'embranchement ferroviaire du Port

Cette liste n'étant pas contractuelle mais simplement indicative.

La garantie est automatiquement étendue à tous services, direction et compétences qui viendraient à être créé après la signature du présent contrat et à toutes personnes, tous biens, toutes activités qui viendraient à être mis à disposition ou dévolus au souscripteur.

Étendue géographique

Les garanties sont acquises à l'assuré en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'Outre-Mer.

Pour ses déplacements à l'étranger, elles sont étendues :

À l'ensemble des pays de l'Union Européenne et des états frontaliers de la France métropolitaine ;

Au monde entier, pour les seuls dommages corporels et matériels causés par les personnes physiques (représentants, élus ou préposés de la collectivité souscriptrice) au cours de leurs déplacements n'excédant pas une durée de trente jours consécutifs.

OBJET DE LA GARANTIE

Sont garanties les conséquences de la responsabilité civile de la CCI du fait de son patrimoine dont elle est propriétaire ou gardienne, de son personnel, de la mise en œuvre, de la gestion et de l'exécution, de ses compétences et activités y compris en cas de fautes, d'omissions, de maladresses ou d'erreurs dès lors qu'il s'agisse d'un événement ou dommages non exclus ci-après.

EXCLUSIONS

LES DOMMAGES CAUSES PAR :

1. *L'assuré Intentionnellement*
2. *La guerre étrangère (il appartient à l'assuré de prouver que le sinistre résulte d'un autre fait que la guerre étrangère), guerre civile (il appartient à l'assureur de prouver que le sinistre résulte de cet événement), les attentats et les actes de terrorisme.*
3. *Les inondations, tremblements de terre, raz-de-marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes*
4. *les attroupements et rassemblements ainsi que les émeutes et mouvements populaires.*

Restent toutefois couverts en ce qui concerne les seules collectivités territoriales, les dommages résultant de l'article L.2216-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (lorsque l'État exerce une action récursoire contre la collectivité).

5. *Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire.*
6. *Les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.*
7. *Toute source de rayonnements ionisants, notamment tout radio-isotope, utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, l'usage ou la garde.*
8. *Par les véhicules terrestres à moteur, leurs remorques et semi-remorques soumis à l'obligation d'assurance qu'ils soient en ou hors circulation, ou utilisés comme engins de chantier ou outil.*

Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas aux véhicules réquisitionnés ou mis en fourrière.

Elle ne s'applique pas non plus aux conséquences pécuniaires de la responsabilité qui pourrait incomber à la collectivité en sa seule qualité de commettant, en raison d'accidents causés à autrui par un véhicule terrestre à moteur dont elle n'est ni propriétaire, ni locataire, ni gardien et que ses préposés utilisent sur le trajet domicile-lieu de travail tel qu'il est défini à l'article L.415-1 du Code de la Sécurité sociale ou pour les besoins du service.

Restent cependant toujours exclus de la garantie de l'assureur :

- **Les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement aux agents de la collectivité ;**
 - **Tous engins ou véhicules aériens, maritimes, fluviaux et lacustres dont l'assuré a la propriété, la conduite ou la garde.** Cette exclusion ne vise pas les dommages dus aux bateaux à rames ou, lorsqu'ils sont d'une longueur inférieure à 6,99 mètres, à voile ou à moteur d'une puissance réelle inférieure à 10 CV.
9. *Les installations ferroviaires, les chemins de fer, les tramways et engins similaires, les chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou tous autres engins de remontée mécanique utilisant des câbles porteurs ou tracteurs dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la conduite ou la garde.*
 10. *L'exercice d'une activité commerciale, industrielle, financière ou agricole*
*Cependant, cette exclusion ne vise pas les services publics communaux de type industriel ou commercial suivants : **services d'assainissement, de distribution de***

l'eau ou de l'électricité, de ramassage et de traitement des ordures ménagères, cantines municipales ou scolaires, campings municipaux y compris avec locations de chalets et bungalows, organisations d'activités de loisirs.

11. Des épreuves, courses, compétitions ou exhibitions (ou de leurs essais) soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics.
12. Des manifestations aériennes ou des exercices aériens préparatoires, ainsi que du fait de la propriété, la gestion ou l'exploitation d'aérodrome
13. Les infiltrations, refoulements ou débordements d'eau de mer, de lacs, de cours d'eau, de bassins, des retenues, étangs ou de canaux, ainsi que par la rupture de digues et barrages, de retenues d'eau et de réservoirs.
Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas aux dommages causés par les châteaux d'eau, réservoirs d'eau potable ou les piscines ainsi qu'aux dommages causés par les ruptures de digues et barrages de moins de 15 m.
14. L'existence, le fonctionnement ou le non-fonctionnement **d'un centre de traitement, de transformation ou d'élimination des déchets.**

LES CONSEQUENCES D'ENGAGEMENTS PRIS

15. Par l'assuré dans la mesure où les obligations qui en résultent, excèdent celles auxquelles il serait tenu en vertu des textes légaux sur la responsabilité.

LES DOMMAGES MATERIELS ET IMMATERIELS CAUSES

16. Par un incendie, une explosion ou résultant de l'action directe ou indirecte des eaux ayant pris naissance dans un local appartenant à la collectivité souscriptrice ou occupé par elle ou par toute personne dont elle est civilement responsable.
Toutefois, ces dommages relèvent de la garantie du présent contrat pour les locaux occupés occasionnellement et temporairement

LES DOMMAGES RESULTANT

17. De façon inéluctable et prévisible des modalités d'exécution d'un travail ou service telles qu'elles ont été prescrites ou mises en œuvre par l'assuré.
18. De la transgression volontaire des règles d'aménagement et d'urbanisme.
19. De la présomption établie par les articles 1792 et suivants et de l'article 2270 du Code Civil à propos de travaux de bâtiment (loi n° 78-12 du 4 janvier 1978) ;
20. De vols, malversations, détournements, abus de confiance, escroqueries ou actes de même nature commis par les représentants légaux de la collectivité souscriptrice
21. De l'emploi d'explosifs proprement dits, hormis ceux utilisés :
 - En agriculture,
 - Pour les feux d'artifice autorisés par la préfecture ou les autorités compétentes,
 - Pour le déclenchement d'avalanche
22. De l'utilisation ou de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés (OGM).
23. De toutes réclamations se rapportant à une maladie ou à une atteinte physique ayant pour origine l'influence de l'amiante sur le corps humain ou l'environnement

LES REDEVANCES MISES A LA CHARGE DE L'ASSURE

24. Par la réglementation en vigueur en matière de pollution et autres atteintes à l'environnement.

LES AMENDES

25. De toute nature et les frais y afférents mis à la charge de l'assuré.

LA RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

26. Des chirurgiens, anesthésistes, gynécologues obstétriciens, ainsi que la responsabilité civile des établissements hospitaliers pratiquant la chirurgie et/ou l'obstétrique.

MONTANT DES GARANTIES

Tous dommages confondus corporels, matériels, immatériels consécutifs, immatériels non consécutifs Tant en RC exploitation, qu'en RC après livraison (ou RC Produit) RC Travaux, RC Producteur d'énergie, RC Professionnelle et RC Maître d'Ouvrage	15.000.000 €	Par sinistre
Dont les sous-limites suivantes :		
Tous Dommages Corporels	15.000.000 €	Par sinistre
RC Maitrise d'œuvre travaux de bâtiments et génie civil	1 500 000 €	Par sinistre et par an
Faute inexcusable	3.000.000 €	Par sinistre
Dommages matériels et immatériels consécutifs	5.000.000 €	Par sinistre
Dommages immatériels non consécutifs	1.500.000€	Par sinistre
Responsabilité Atteinte à l'environnement : Pollution accidentelle et-non accidentelle Dommages immatériels consécutifs Dommages immatériels non consécutifs Dommages environnementaux Dommages relevant du « préjudice écologique » Frais d'urgence et de sauvegarde	2.000.000 € 1.500.000 € 500.000 € 200.000 € 300.000 € 300.000 €	Par sinistre et par an
Vol par préposé	75 000 €	
RC Objets confiés ou en dépôt dont bateaux	1 500.000 €	Par sinistre et par an
Défense Recours	80.000 €	Par sinistre et par an

FRANCHISES

Solution de base Franchise: 5 000 €

VALIDITE DES GARANTIES

- Conformément aux dispositions formulées à l'article L.124-5 - alinéa 4 du Code des Assurances issu de la loi du 1er août 2003, la garantie est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie, et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration.
- En cas de résiliation (sauf pour non-paiement de prime) ou d'expiration du contrat la garantie reste acquise à l'assuré pour les réclamations formulées à l'assuré ou à l'assureur et imputables à des faits ou événements survenus antérieurement à la date de résiliation ou d'expiration pour autant que ces faits ou événements soient

portés à la connaissance de l'assureur dans un délai maximum de 60 mois après la date de résiliation ou d'expiration.

- La garantie s'exerce à concurrence des montants de garantie restant disponibles pour l'année d'assurance concernée.
- Il est précisé que cette garantie n'interviendra qu'en excédent ou à défaut des garanties qui pourraient être accordées dans le cadre de contrats souscrits postérieurement.

DISPOSITIONS PARTICULIERES

FAUTE INEXCUSABLE ET FAUTE INTENTIONNELLE

L'assureur accorde sa couverture pour :

Le paiement des cotisations supplémentaires et l'indemnisation complémentaire de la victime prévues par les articles L 452-1 et suivants du Code de la Sécurité sociale.

Cette extension concerne les accidents du travail et maladies professionnelles dont pourraient être victimes les préposés à la suite de la faute inexcusable d'une personne ayant ou non la qualité de représentant légal de la collectivité souscriptrice.

Par ailleurs, l'assureur assume la défense des représentants légaux et des personnes qu'ils se sont substitués, pour les actions menées contre eux en vue d'établir leur faute inexcusable. Cette garantie vaut également pour les poursuites intentées devant les juridictions répressives pour homicide ou blessures involontaires sur la personne d'un préposé à la suite d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.

Les recours intentés contre la collectivité prise en tant que commettant civilement responsable d'un préjudice subi par un préposé dans l'exercice de ses fonctions et causé par la faute intentionnelle d'un autre préposé.

RESPONSABILITE CIVILE LOI ALLUR

Conformément aux dispositions de la loi ALUR, la garantie responsabilité civile professionnelle de la Collectivité est assurée pour les logements dont la collectivité est propriétaire.

DOMMAGES AUX PREPOSES DE LA CCI

La garantie sera étendue :

- Aux paiements des indemnités allouées par toutes juridictions compétentes pour tous types de préjudices tels que souffrances physiques et morales, esthétiques, d'agrément etc....
- Aux paiements des pertes de revenus qui ne seraient pas entièrement réparés par le versement de la pension et de la rente viagère.

Et qui seraient la conséquence d'un accident du travail.

- Aux paiements des indemnités allouées par toutes juridictions compétentes pour tous types de préjudices à l'agent victime d'un tiers pour des faits entrant dans le cadre de la Protection dite fonctionnelle, dès lors que le tiers responsable est insolvable ou s'est soustrait à l'exécution du jugement.

MALADIES PROFESSIONNELLES NON CLASSEES

La garantie est étendue aux conséquences pécuniaires des recours exercés contre la collectivité souscriptrice par les salariés ou leurs ayants-droit, à la suite de maladies ou affections contractées pendant le service et ne figurant pas aux tableaux officiels des maladies professionnelles ouvrant droit à indemnisation par la Sécurité sociale.

Toutefois, cette garantie ne porte pas sur les conséquences de sinistres causés par une violation délibérée par la collectivité souscriptrice des textes en vigueur en matière de législation du travail.

ESSAIS PROFESSIONNELS - STAGES

La garantie est étendue à la responsabilité que la collectivité pourrait encourir du fait des dommages corporels dont pourraient être victimes :

- *les personnes effectuant, sous son contrôle ou pour son compte, un essai professionnel, stage, rémunéré ou non. Cette garantie ne s'exerce que pour autant que la législation sur les accidents du travail ne soit pas, en la circonstance, applicable ;*

DOMMAGES SUBIS PAR LES PERSONNELS DE L'ETAT

La garantie est étendue aux recours que l'Etat pourrait exercer en vertu de l'Ordonnance 59-76 du 7 Janvier 1959 en raison des dommages subis par les fonctionnaires de l'Etat prêtant leur concours pour l'exécution d'un service de police municipale.

DOMMAGES ENVIRONNEMENTAUX ET PREJUDICE ECOLOGIQUE

Dommmages environnementaux : Les dommages causés aux espèces protégées et aux habitats naturels et qui ont une incidence négative sur leur conservation.

Le présent contrat garantit la responsabilité de la collectivité en cas de dommages environnementaux.

Préjudice écologique : Le principe écologique permet à toute personne physique ou morale de demander une réparation pour des dommages causés aux ressources naturelles et au vivant non commercial, indépendamment des préjudices individuels matériels ou moraux causés aux personnes.

Le présent contrat garantit la responsabilité de la collectivité en cas de dommages causés relevant du préjudice écologique.

ELUS ET DES DELEGUES SPECIAUX

La garantie est étendue aux responsabilités instituées par les articles L.2123-31, L.2123-32 et L.2123-33 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'égard des élus et des délégués spéciaux.

REQUIS CIVILS, SAUVETEURS ET COLLABORATEURS BÉNÉVOLES :

La garantie est étendue à la responsabilité de la collectivité, du fait de dommages subis :

- *par les civils requis par la collectivité souscriptrice, les sauveteurs et les collaborateurs bénévoles lui prêtant leur concours ;*
- *par les contribuables s'acquittant du paiement de leurs impôts par des prestations en nature*
- *Par les enfants dont la Collectivité et/ou ses services ont la garde,*
- *par les usagers, les animateurs ou moniteurs bénévoles – non couverts par la Collectivité au titre des accidents du Travail*
- *par les instituteurs et professeurs mis à la disposition de la Collectivité.*

RESPONSABILITE DU FAIT DE CONVENTIONS

La garantie s'étendra aux conséquences des conventions intervenues entre la Collectivité et :

- L'Etat, l'administration, les Collectivités locales, les organismes publics ou semi-publics français ou appartenant aux pays membres de l'**UNION EUROPEENNE ou l'A.E.L.E.**,
- Les concessionnaires de services publics,
- Les organisateurs de foires et expositions, les sociétés de location et de crédit-bail,
- Les propriétaires d'immeubles utilisés par l'assuré dans le cadre des activités garanties,
- Les établissements et/ou entreprises dans le cadre d'accords d'assistance réciproque.

Et de façon générale de toutes conventions ou pactes de garantie comportant notamment des transferts de responsabilités, renonciations à recours contre tous organismes, personnes physiques ou morales, et leur personnel.

RESPONSABILITE DU FAIT DE CONVENTIONS EN DELEGATION DE SERVICE PUBLIQUE

Pour les services placés sous la responsabilité du gestionnaire (délégataire), la garantie s'appliquera à la responsabilité pouvant incomber à l'assuré, en cas de défaillance du gestionnaire ou en raison des limitation dans l'objet et l'étendue de la mission.

SINISTRES

Par dérogation au Code des Assurances, les sinistres pourront être déclarés dans un délai de **1 mois**, à compter de la connaissance de ceux-ci par l'assuré.

GARANTIE DEFENSE -RECOURS

GARANTIE "DEFENSE PENALE"

L'assureur garantit à l'assuré le paiement des frais nécessaires pour le défendre lorsqu'il est poursuivi devant les tribunaux répressifs, sous l'inculpation de délit ou de contravention. Cette assurance ne joue que lorsque les faits servant de base aux poursuites ont eu lieu dans le cadre des activités assurées et sont effectivement couverts par les garanties du présent contrat.

L'assureur peut assumer lui-même cette défense avec l'avocat, ou toute personne qualifiée de son choix ; toutefois l'assuré peut désigner lui-même son avocat ou toute personne qualifiée. Dans ce cas l'assureur remboursera directement à l'assuré les frais et honoraires engagés, TVA comprise, sur présentation d'une facture détaillée.

GARANTIE « RECOURS »

L'assureur s'engage à obtenir la réparation pécuniaire, soit à l'amiable, soit judiciairement, des dommages corporels, matériels ou immatériels, lorsqu'ils engagent la responsabilité d'une personne n'ayant pas la qualité d'assuré.

EXCLUSIONS

Sont exclus de la garantie « DEFENSE-RECOURS » les risques exclus par le présent contrat avec toutes leurs conséquences.

ANNEXES

- PRESENTATION TECHNIQUE
- SINISTRES